

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/W/44

1^{er} juillet 1998

(98-2629)

Conseil du commerce des services

SERVICES D'ARCHITECTURE ET SERVICES D'INGÉNIERIE

Note d'information du Secrétariat

I. INTRODUCTION

1. La présente note a été établie par le Secrétariat à la demande du Conseil du commerce des services. Son objet est de fournir les données de base requises pour les discussions sectorielles auxquelles le Conseil doit procéder dans le cadre du programme d'échange de renseignements. Comme les notes précédentes, elle contient des indications générales sur le commerce des services du secteur en cause, qui sont destinées à faciliter l'examen des questions pertinentes par les Membres et ne doivent pas être considérées comme exhaustives. Des informations nouvelles seront disponibles en temps voulu. Conformément aux suggestions faites à la réunion tenue par le Conseil les 24 et 25 juin, une liste des questions à examiner a été jointe en annexe à la présente note. Elle vise uniquement à aider les Membres à préparer les discussions qui auront lieu au Conseil et ne constitue pas un tour d'horizon complet. Les questions énumérées ne sont l'expression d'aucune opinion ou interprétation de l'AGCS particulière de la part du Secrétariat ou des délégations.

2. Au cours des négociations du Cycle d'Uruguay, le Secrétariat a publié une note intitulée "Commerce des services professionnels", sous la cote MTN.GNS/W/67 (25 août 1989). Ce document donnait une vue d'ensemble des activités comportant des services professionnels, indiquait les formes du commerce de ces services et examinait les objectifs et le contenu des mesures touchant ce commerce. Les services d'architecture et d'ingénierie étaient brièvement évoqués bien que l'accent soit mis sur la comptabilité, les services juridiques, les conseils en gestion et la publicité. Les délégations sont invitées à tenir compte, s'il y a lieu, de cette note qui est rediffusée.

3. Les documents distribués au Groupe de travail des services professionnels se rapportent aux sous-secteurs de l'architecture et de l'ingénierie. Seuls certains d'entre eux sont mentionnés ci-après mais il est rappelé aux délégations que beaucoup des questions soulevées et des informations communiquées lors des délibérations du Groupe présentent un grand intérêt pour l'examen de ces sous-secteurs.¹ Il faut cependant préciser que seuls les Membres peuvent fournir des renseignements détaillés sur le volume du commerce, les systèmes de réglementation et les pratiques restrictives en matière de commerce de leurs pays respectifs. Le Secrétariat leur serait très reconnaissant de lui faire parvenir des observations ou des renseignements complémentaires sur ces sous-secteurs ou sur toutes autres questions connexes.

4. La présente note recoupe dans une certaine mesure la note sur les services de construction et les services d'ingénierie connexes (S/C/W/38, 8 juin 1998). Elle est centrée sur les services d'architecture et les services d'ingénierie en tant que services professionnels ou services fournis par

¹ Il est également rappelé que l'Union internationale des architectes (UIA), dans une lettre datée du 21 octobre 1996, a exposé ses vues sur les travaux du Groupe de travail et que le Conseil des architectes d'Europe (CAE) a présenté une communication datée du 22 octobre où il faisait connaître la position des architectes d'Europe sur les questions examinées par le Groupe de travail (voir document S/WPPS/M/7).

des architectes et des ingénieurs qualifiés et non sur l'activité économique que constitue la réalisation des travaux de construction et des travaux d'ingénierie y relatifs, bien qu'il existe nécessairement une corrélation étroite entre les deux branches. Le lecteur est invité à se référer à la note sur les services de construction et les services d'ingénierie connexes (S/C/W/38) qui donne un aperçu général des activités de construction et des mesures qui s'y rapportent et indique les sources d'information pertinentes, en vue de compléter les renseignements communiqués ci-après.

II. DESCRIPTION DU SECTEUR

5. Dans la "Classification sectorielle des services" (MTN.GNS/W/120), les services d'architecture et d'ingénierie font l'objet de quatre subdivisions de la rubrique "Services professionnels"; ils sont examinés sommairement ci-dessous dans l'ordre adopté pour cette classification. Chacun des quatre sous-secteurs correspond à une position à quatre chiffres de la Classification centrale de produits (CPC) des Nations Unies.²

– Services d'architecture (CPC 8671)

Ce sous-secteur comprend toutes les catégories de services d'architecture à l'exception des services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère, qui figurent ci-après, à savoir: i) les services de conseils et d'établissement d'avant-projets d'architecture (86711), ii) les services d'établissement de plans d'architecture (86712), iii) les services d'administration des contrats (86713), iv) les services combinés d'établissement de plans d'architecture et d'administration des contrats (86714) et v) les autres services d'architecture (86719).

– Services d'ingénierie (CPC 8672)

Ce sous-secteur englobe toutes les activités d'ingénierie à l'exception des services intégrés d'ingénierie, à savoir: i) les services de conseils et de consultation en matière d'ingénierie (86721), ii) les services d'établissement de plans de génie civil pour la construction des fondations et l'ossature des bâtiments (86722), iii) les services d'établissement de plans techniques pour les installations mécaniques et électriques des bâtiments (86723), iv) les services d'établissement de plans techniques pour la construction d'ouvrages de génie civil (86724), v) les services d'établissement de plans techniques pour les processus et la production industriels (86725), vi) les services d'établissement de plans techniques n.c.a. (86726), vii) les autres services d'ingénierie pendant la phase de construction et d'installation (86727) et viii) les autres services d'ingénierie (86729).

– Services intégrés d'ingénierie (CPC 8673)

Ce sous-secteur vise les services d'ingénierie pour les projets de construction clefs en main qui sont les suivants: i) les services intégrés d'ingénierie pour les projets de construction clefs en main d'infrastructures de transport (86731), ii) les services intégrés d'ingénierie et de gestion de projets pour les projets de construction clefs en main d'ouvrages d'alimentation en eau et d'assainissement (86732), iii) les services intégrés d'ingénierie pour les projets de construction clefs en main d'établissements industriels (86733) et iv) les services intégrés d'ingénierie pour la construction clefs en main d'autres projets (86739).

² Nations Unies, Classification centrale de produits, Série M. n° 77, 1991.

– Services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère (CPC 8674)

Ce sous-secteur recouvre: i) les services d'aménagement urbain (86741) et ii) les services d'architecture paysagère (86742).

6. Les sous-rubriques susmentionnées n'incluent pas expressément les services fournis par les géomètres ou les topographes. Il semble que, dans la CPC, ces services relèvent de l'une ou de plusieurs des catégories suivantes: "travaux d'étude de sites" (5111, 5110, sous-secteur des travaux de construction), "services de conseils et d'établissement d'avant-projets d'architecture" (86711, sous-secteur des services d'architecture), "services de conseils et de consultation en matière d'ingénierie" (86721, sous-secteur des services d'ingénierie) ou "services de prospection de surface" et "services d'établissement de cartes" (86753 et 86754), compris dans les "services connexes de consultations scientifiques et techniques". Comme les attributions d'un géomètre ou d'un topographe varient d'un pays à l'autre, il serait nécessaire d'analyser le contenu des services fournis afin de déterminer la position de ces services dans la classification.

7. Les services fournis par les économistes spécialisés dans la construction (profession très courante dans certains pays européens comme l'Espagne, l'Italie et le Royaume Uni), c'est-à-dire le développement et la gestion des projets de construction, la réalisation d'études de faisabilité et d'analyses de risques, les conseils concernant l'établissement de plans et la passation de marchés, etc. semblent relever des services susmentionnés d'architecture, d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture paysagère, car, le plus souvent, ils sont assurés par des architectes ou des ingénieurs selon le pays.³

8. Étant donné la classification proposée dans le document MTN.GNS/W/120, on peut se demander s'il n'y a pas défaut de concordance entre le contenu des "services d'ingénierie", d'une part, et des "services de construction et services d'ingénierie connexes", d'autre part, et celui des positions correspondantes de la CPC qui sont indiquées (CPC 8672 dans le premier cas et CPC 511-518 dans le second).⁴ Dans la CPC, la position 8672 (services d'ingénierie) n'exclut pas les services d'ingénierie pour la construction et les positions 511 à 518 (travaux de construction) ne semblent pas inclure les "services d'ingénierie connexes". Les services d'ingénierie se rapportant à la construction sont compris dans les "autres services d'ingénierie pendant la phase de construction et d'installation" (86727), subdivision des services d'ingénierie. L'équivoque pourrait avoir des incidences sur la réalité et le niveau des engagements des Membres eu égard aux services d'ingénierie pour la construction.⁵

III. IMPORTANCE ET PRINCIPALE CARACTÉRISTIQUE DU SECTEUR SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE

9. Les cabinets d'architecte fournissent des plans et des études en vue de la réalisation de bâtiments et autres ouvrages alors que les firmes d'ingénierie fournissent des services de planification, d'établissement de plans techniques, de construction et de gestion pour l'ossature des bâtiments, les installations, les travaux de génie civil et les procédés industriels, etc. Les ingénieurs-conseils interviennent à tous les stades d'un projet et leurs services se superposent ainsi largement à ceux des

³ Commission européenne, Panorama de l'industrie communautaire 1997.

⁴ La question n'a pas été soulevée dans la précédente note sur les services de construction et les services d'ingénierie (S/C/W/38).

⁵ Certains pays ont fait figurer ensemble les services de construction et les services d'ingénierie dans leur liste (comme le Venezuela qui a contracté aussi des engagements distincts concernant les services d'ingénierie) ou ont ajouté des observations en vue de préciser le champ couvert par les services de construction et les services d'ingénierie connexes (comme Hong Kong, Chine).

autres professionnels. Les services d'architecture et les services d'ingénierie sont donc fortement intégrés ou liés à la réalisation des travaux de construction et/ou aux autres services fournis aux entreprises. En raison de cette spécificité, l'importance économique du produit des services d'architecture et des services d'ingénierie ne peut être évaluée avec précision dans la mesure où les statistiques officielles incorporent le plus souvent ces derniers dans les grandes catégories de services comme les services fournis aux entreprises ou la construction. Pour beaucoup de pays on dispose de données sur le nombre de professionnels ou sur l'emploi, mais les renseignements de ce genre sont inexistantes ou insuffisamment fiables pour les pays dépourvus de système d'inscription ou d'agrément obligatoire. Aux États-Unis, l'ingénierie est l'une des professions les plus vastes et les plus diverses alors que l'architecture occupe une place relativement plus modeste. La situation semble différente en Europe où il y a sans doute plus d'architectes et moins d'ingénieurs.⁶

10. Grâce aux progrès des systèmes de communication, les plans et les études peuvent être transmis par voie électronique et les consultations peuvent se faire en ligne. Cette évolution est de nature à accroître la fourniture transfrontières de ces services. On constate aussi que les échanges de services d'architecture et de services d'ingénierie entre les pays tendent à augmenter à mesure que le degré de complexité et de spécialisation des prestations s'accroît.⁷ En règle générale, la prestation des services hautement qualifiés qu'exige la construction d'installations complexes et d'usines spécialisées, souvent dans le cadre d'investissements étrangers directs, est une composante des contrats d'exportation ne faisant pas appel à des compétences techniques similaires locales. Il est cependant probable que le gros des services d'architecture et des services d'ingénierie continuera d'être fourni grâce à une présence commerciale ou à la présence de personnes physiques.

11. D'après les chiffres disponibles sur le commerce international des services d'architecture et des services d'ingénierie, les pays industrialisés semblent être exportateurs nets mais, dans la plupart des cas, c'est parce que ces services sont pris en compte en association avec d'autres catégories de services, comme les services de construction ou d'autres services techniques (tableau 1). Bien que les exportations et les importations de services d'architecture soient le plus souvent considérées comme assez modestes⁸, on est fondé à croire que le commerce transfrontières de ces services est plus important que celui des services de construction étant donné que les plans et autres prestations des architectes et des ingénieurs semblent faire plus facilement l'objet d'échanges entre les pays que les travaux de construction. Selon les données fragmentaires existantes, il en serait ainsi au Canada, mais pas forcément en Europe où la fourniture transfrontières paraît être aussi élevée pour les services de construction que pour les services d'architecture et les services d'ingénierie. Les seules données qui aient été obtenues sur les ventes de services d'architecture et de services d'ingénierie par les filiales nationales de sociétés étrangères ou les filiales étrangères de sociétés nationales concernent les États-Unis. De plus elles étaient incomplètes, certains chiffres ayant été supprimés pour éviter la divulgation de renseignements sur diverses sociétés.⁹ Il ressort néanmoins de ces données partielles que tant les ventes de services d'ingénierie, d'architecture et de prospection par des filiales étrangères de sociétés américaines à des personnes étrangères que les ventes de ces services par des filiales

⁶ OCDE, Rapport de l'OCDE sur la réforme de la réglementation, chapitre 3, la réforme de la réglementation et les services professionnels, 1997. Selon l'annexe de ce chapitre, aux États-Unis, le secteur des services de conseil en ingénierie a employé en 1992 quelque 660 000 personnes pour une production de presque 62 milliards de dollars EU. Le nombre d'ingénieurs inscrits s'élevait en 1993 à environ 1,7 million. Comparativement, le nombre des architectes était de 123 000 seulement, le secteur correspondant employant 124 100 personnes, avec une production de 12 milliards de dollars EU.

⁷ EUROSTAT, Architectural and Engineering Services and Other Technical Services, juillet 1993.

⁸ Commission européenne, *op. cit.*

⁹ Département du commerce des États-Unis, Survey of Current Business, octobre 1997.

américaines de sociétés étrangères à des personnes américaines pourraient avoir progressé pendant la période 1994-1995 (tableau 2).

12. On peut dire que la fourniture des services d'architecture et des services d'ingénierie est caractérisée par la prédominance des petites entités, et cela est vrai notamment pour l'architecture, bien que, souvent, une même entreprise ou un même groupe doté des moyens d'exécution matérielle requis pour la construction cumule les deux fonctions.¹⁰ Environ 80 pour cent des coûts des cabinets d'architectes et des sociétés d'ingénierie consistent en charges fixes. Les salaires des membres du personnel, dont la plupart sont hautement qualifiés, constituent le gros de ces coûts.¹¹ Il est souvent spécifié que les services d'architecture conservent un caractère essentiellement local ou régional. La réussite au-delà des frontières nationales est relativement rare et elle tient soit à une culture artistique et intellectuelle internationale de premier plan soit à un modèle "historique" d'échanges internationaux. Les cabinets d'architectes d'envergure mondiale eux-mêmes demeurent tributaires des activités internationales de leurs clients.¹² Le tableau 3 figurant en annexe indique les données disponibles sur les recettes des 200 premiers bureaux d'études internationaux.

13. Les architectes et les ingénieurs se situent en amont du processus de construction. La demande de services d'architecture et de services d'ingénierie est donc étroitement liée à la demande d'investissement de la construction et de l'ensemble du secteur industriel, laquelle est, dans les deux cas, indissociable du cycle économique.¹³ Elle peut être, pour l'industrie de la construction, un indicateur déterminant à moyen terme.¹⁴

IV. CADRE RÉGLEMENTAIRE ET RESTRICTIONS AU COMMERCE PERTINENTES

14. Les services d'architecture et les services d'ingénierie appartiennent à la catégorie des services professionnels "agréés" par opposition aux services fournis aux entreprises non agréés comme la commercialisation, la publicité et la consultation.¹⁵ Il n'est pas rare que les mêmes limitations concernant l'accès aux marchés et le traitement national s'appliquent uniformément aux services professionnels agréés. S'agissant de la réglementation nationale, les délibérations du Groupe de travail des services professionnels ont été centrées sur la comptabilité, mais des questions analogues se posent pour les services d'architecture et d'ingénierie. Toutefois ces derniers, par comparaison avec certains autres services professionnels agréés comme les services comptables et les services juridiques, semblent assujettis à moins de restrictions. La reconnaissance mutuelle des études ou de l'expérience professionnelle ou des licences et certificats est de plus en plus courante, depuis quelques années, en particulier pour les services d'architecture et les services d'ingénierie.

15. La réglementation des services professionnels vise principalement à assurer et maintenir un certain niveau de qualité et, partant, à protéger les consommateurs. En règle générale, le principe vaut

¹⁰ Commission européenne, *op. cit.*

¹¹ EUROSTAT, *op. cit.*

¹² OCDE, *idem.*

¹³ EUROSTAT, *op. cit.*

¹⁴ La crise monétaire asiatique aurait freiné la progression des bureaux d'études selon Engineering News – Record, The 1997 International Construction Sourcebook.

¹⁵ La distinction entre les services professionnels agréés et les services professionnels non agréés a été examinée par le Groupe de travail des services professionnels du Cycle d'Uruguay. Voir paragraphe 30 ci-dessous.

aussi pour les services d'architecture et les services d'ingénierie. L'incidence possible des mesures réglementaires sur la concurrence et, de ce fait, sur l'accès aux marchés et le traitement national dont bénéficient les professionnels étrangers en vertu de l'AGCS devrait être évaluée soigneusement compte tenu de cet objectif. D'ordinaire, les limitations concernant l'accès au marché se rapportent notamment à la forme revêtue par la présence commerciale (personnes physiques ou sociétés de personnes exclusivement), et imposent souvent une opération conjointe ou une coentreprise avec des professionnels locaux. Pour les personnes physiques, l'admission peut être subordonnée à une évaluation des besoins économiques ou à une exigence de nationalité. L'accès des fournisseurs étrangers peut être limité aux projets dépassant un certain montant ou aux plans de construction de faible ampleur. Les restrictions en matière de traitement national peuvent comprendre des prescriptions relatives à la résidence et l'obligation d'utiliser des services locaux ou d'employer des professionnels locaux.

16. L'OCDE a réalisé une enquête sur la réglementation de l'accès aux services professionnels dans les pays de l'OCDE, dans le cadre de la préparation du deuxième atelier sur les services professionnels qui a eu lieu les 16 et 17 octobre 1996. Un catalogue catégoriel des mesures affectant le commerce des services professionnels a été établi. Le secrétariat de l'OCDE a fait un exposé sur la méthodologie adoptée et les résultats préliminaires de ses travaux à une réunion du Groupe de travail des services professionnels tenue le 19 octobre 1995. Des renseignements complémentaires communiqués par un échantillon de pays sur les règlements régissant la création d'entreprises et les conditions à remplir en matière de nationalité et de présence sur le territoire national ont été recueillis pour le troisième atelier qui a eu lieu les 20 et 21 février 1997. Les paragraphes suivants sont fondés pour une large part sur les résultats des travaux de l'OCDE qui ont ultérieurement été communiqués au Groupe de travail des services professionnels. Les délégations sont invitées à prendre en compte les documents pertinents, le cas échéant. Par ailleurs, le temps imparti au secrétariat n'a pas permis d'obtenir des renseignements comparables sur les systèmes de réglementation appliqués à l'architecture et à l'ingénierie en dehors des pays de l'OCDE et le concours des Membres de l'OMC serait le bienvenu à cet égard.¹⁶

17. Selon l'OCDE, il est fréquent que les services d'architecture et les services d'ingénierie ne soient ni régis par la loi ni réservés à des professionnels déterminés dans les pays de l'OCDE. Les fournisseurs étrangers semblent moins touchés par la réglementation dans l'architecture et l'ingénierie que dans la comptabilité et les services juridiques, l'ingénierie étant sans doute l'activité à laquelle ils ont le moins difficilement accès. Plusieurs pays de l'OCDE ont indiqué qu'aucune disposition légale ne visait la fourniture des services d'architecture (Danemark, Finlande, Norvège) ou des services d'ingénierie (Australie, Danemark, Finlande, Royaume-Uni, Suisse). C'est tout à fait l'inverse dans le cas de la comptabilité et des services juridiques pour lesquels pratiquement tous les pays ont signalé l'existence d'une forme de réglementation. Il convient cependant de noter que le titre d'"architecte" est protégé dans certains pays (Finlande, Norvège, Royaume-Uni). Il a aussi été constaté que le niveau professionnel des services d'architecture et d'ingénierie est plutôt contrôlé par l'application de règlements, normes et règles visant un domaine spécifique comme les règlements en matière de construction, les normes de sécurité, etc.

¹⁶ On trouvera un résumé de l'enquête ainsi que des précisions sur les mesures qui affectent le commerce des services professionnels dans le document S/WPPS/W/4 et ses additifs 1 et 2 (anglais seulement), qui ont été présentés au Groupe de travail des services professionnels. Les renseignements complémentaires recueillis pour le troisième atelier ont été communiqués aux Membres de l'OMC dans un document de travail informel. Les documents présentés à l'atelier, ainsi que les comptes rendus et les conclusions des discussions ont été ultérieurement publiés dans "OECD Documents, International Trade in Professional Services – Assessing Barriers and Encouraging Reform", 1996, et "OECD Proceedings, International Trade in Professional Services – advancing liberalization through Regulatory Reform", 1997.

18. Toujours dans les pays de l'OCDE, souvent, certains services d'architecture tels que les demandes de permis de construire et le contrôle technique des certificats sont réservés aux architectes tandis que l'établissement des projets et études de planification et l'obtention des permis relèvent exclusivement de certains ingénieurs. Ces mesures visent à garantir l'adéquation et la qualité des services fournis et sont normalement appliquées sur une base non discriminatoire. La protection des consommateurs, la santé publique et la sécurité sont des préoccupations légitimes qui justifient la réglementation des services d'architecture et d'ingénierie mais une telle réglementation peut cependant être un obstacle si elle est appliquée de manière restrictive et entrave la pénétration des professionnels étrangers. Les mesures qui touchent la création d'entreprises et la mobilité des personnes physiques portent directement atteinte à l'accès au marché de ces services.

19. Les résultats de l'enquête permettent de formuler les remarques suivantes:

– Réglementation de l'accès à la profession ou au titre professionnel

Il semble que l'ingénierie soit en général moins réglementée que l'architecture. Lorsque les deux catégories de services font l'objet d'une réglementation, cette dernière émane la plupart du temps des autorités nationales mais, dans certains cas, le pouvoir réglementaire est exercé par des autorités se situant au-dessous du niveau national ou des organismes professionnels.

– Principales qualifications ou prescriptions concernant la délivrance de licences

Pour les architectes, quatre à cinq années d'études universitaires, et deux à trois années d'expérience sont normalement exigées. Un certain nombre de pays soumettent également les candidats à des examens professionnels. Les conditions appliquées aux ingénieurs semblent similaires encore qu'un peu moins rigoureuses dans certains pays.

– Appartenance à une association professionnelle

Dans les pays où les professions d'architecte et d'ingénieur sont réglementées, l'appartenance à une association professionnelle est très couramment exigée. Dans les rares pays qui ont opté pour l'autoréglementation, elle est généralement obligatoire.

– Champ des activités

Comme cela a déjà été mentionné, souvent, certains services d'architecture tels que les demandes de permis de construire et le contrôle technique des certificats sont réservés aux architectes ou à des catégories particulières d'architectes alors que l'établissement des projets et études de planification et l'obtention des permis relèvent exclusivement de certains fournisseurs de services d'ingénierie. Les levés topographiques, la délimitation et la prospection sont d'ordinaire de la compétence des géomètres.

20. On peut résumer comme suit certaines des observations qu'a inspirées le catalogue catégoriel des mesures affectant les services d'architecture et les services d'ingénierie par rapport aux autres services professionnels:

- les mesures limitant ou excluant le droit pour les professionnels de se constituer en sociétés sont relativement moins fréquentes pour les architectes et pratiquement inexistantes pour les ingénieurs;
- la reconnaissance des qualifications acquises à l'étranger est plus poussée en ingénierie qu'en architecture où, dans un certain nombre de pays, les formalités de

licence sont supprimées pour les professionnels étrangers habilités à exercer dans leur pays d'origine;

- les architectes et les ingénieurs sont fréquemment assujettis à des prescriptions concernant la présence locale;
- des mesures visant à faciliter l'exercice temporaire ou occasionnel d'une profession, comme les procédures d'octroi de licences à titre temporaire, peuvent être appliquées aux services d'architecture et aux services d'ingénierie;
- les prescriptions imposant la fourniture dans le cadre de l'entreprise des services d'architecture et des services d'ingénierie sont considérées comme l'un des obstacles entravant la concurrence internationale en matière de marchés publics;
- la fixation des honoraires des architectes et des ingénieurs fait parfois l'objet d'une réglementation, qui peut n'être qu'indicative.

21. Il a été souligné que les difficultés rencontrées par les professionnels étrangers sont normalement attribuables à la non-reconnaissance ou une reconnaissance limitée des études accomplies, des qualifications ou des agréments/licences obtenus dans leur pays d'origine; aux prescriptions en matière de nationalité et de résidence; aux restrictions concernant l'acquisition de la personnalité morale; aux critères de provenance pour la passation des marchés, y compris les marchés publics, ainsi qu'à l'interdiction de la publicité, etc., pour des raisons d'ordre éthique.¹⁷ Le partenariat avec des professionnels locaux est parfois imposé. Cette forme de réglementation s'explique par la nécessité de maintenir la qualité et le niveau du service fourni et d'assurer une bonne compréhension des facteurs culturels et autres qui sont propres au marché considéré dans l'exercice de la profession.

22. Par ailleurs une majorité d'architectes travaillent de façon indépendante et la très petite taille des cabinets, une formation insuffisante aux opérations internationales, le manque de connaissance des marchés étrangers et des obstacles d'ordre culturel et régional peuvent déjà être source de problèmes pour les professionnels désireux de pénétrer sur les marchés d'autres pays. Dans ces conditions, une réglementation trop rigoureuse pourrait avoir des conséquences excessives. Même lorsque les qualifications acquises ou les licences obtenues à l'étranger sont reconnues, il arrive que les décisions soient prises cas par cas, ce qui peut provoquer l'incertitude ou prendre du temps. Les associations professionnelles se comportent parfois de manière anticoncurrentielle en cherchant à protéger les intérêts de leurs membres de la concurrence extérieure.

23. Les activités des entreprises sont entravées par les restrictions touchant l'investissement étranger direct et la participation de capital étranger, l'obligation de recruter un nombre ou un pourcentage minimum de directeurs, de cadres ou d'employés locaux, les limitations concernant les relations internationales des sociétés établies dans le pays et les mesures restrictives en matière de marchés publics.¹⁸

24. L'action entreprise aux niveaux régional et bilatéral pour faciliter l'accès des architectes et des ingénieurs aux marchés étrangers et régler ainsi ces problèmes a sensiblement progressé au cours des dernières années. Dans le cadre de l'intégration économique régionale, l'Union européenne et l'Espace économique européen ont adopté le principe de la libre circulation des professionnels et de la reconnaissance mutuelle des diplômes. La Directive 85/384/CE du 10 juin 1985, relative aux

¹⁷ Voir, par exemple, H. Nourissat, Architectural Services, dans OCDE, *op. cit.*, 1996.

¹⁸ Voir, par exemple, T. Connor, Engineering Services, dans OCDE, *op. cit.*, 1996.

architectes, met en œuvre ce principe. En vertu de ce texte, tel qu'il a été modifié ultérieurement, chaque État membre de l'UE reconnaît les diplômes, les certificats et autres titres accordés dans le domaine de l'architecture par d'autres États membres à des ressortissants d'États membres.

25. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) (chapitre 12) ne prévoit pas la reconnaissance automatique des titres professionnels obtenus dans d'autres États parties à l'ALENA. Il impose cependant certaines disciplines, comme l'objectivité et la transparence en ce qui concerne l'autorisation d'exercer ou la reconnaissance professionnelle. Il contient l'engagement d'éliminer toute exigence de citoyenneté ou de résidence permanente qu'une partie maintient relativement à l'autorisation d'exercer ou à la reconnaissance professionnelle de fournisseurs de services professionnels d'une autre partie. Lorsqu'une partie ne respecte pas cette obligation, toute autre partie peut maintenir une exigence équivalente.¹⁹ Les parties à l'ALENA encouragent aussi les organismes compétents sur leurs territoires respectifs à élaborer des normes et des critères mutuellement acceptables relativement à l'autorisation d'exercer et à la reconnaissance professionnelle des fournisseurs de services professionnels.²⁰ Dans ce contexte, un accord de reconnaissance mutuelle visant à autoriser les ingénieurs à exercer leur profession à titre temporaire ou permanent et reconnaissant les qualifications professionnelles équivalentes a été signé en 1995 entre les représentants des organismes professionnels d'États parties à l'ALENA.²¹

26. Des accords de reconnaissance mutuelle ont été notifiés par un grand nombre de pays au titre de l'article VII:4 de l'AGCS selon lequel chaque membre doit informer le Conseil du commerce des services de ses mesures de reconnaissance existantes. La plupart sont des accords de reconnaissance mutuelle des diplômes entre gouvernements²² mais certains prévoient la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles en comptabilité et dans d'autres domaines entre organismes professionnels non gouvernementaux. S'agissant de l'architecture et de l'ingénierie, les deux instruments évoqués ci-après, l'Accord de reconnaissance mutuelle États-Unis - Canada (S/C/N/52) pour l'architecture et l'Accord de Washington (S/C/N/53) pour l'ingénierie, l'un et l'autre conclus entre des organismes professionnels non gouvernementaux, ont fait l'objet d'une notification.

27. Sur la base de l'Accord de libre-échange États-Unis - Canada, les architectes américains ont conclu en 1994 avec leurs homologues canadiens un accord établissant une série de prescriptions concernant la reconnaissance professionnelle, applicables aux architectes américains et canadiens. Les signataires sont le National Council of Architectural Registration Boards (NCARB – fédération nationale non gouvernementale des commissions officielles d'enregistrement des 55 juridictions américaines) et le Comité des conseils d'architecture du Canada (CCAC – comité regroupant toutes

¹⁹ ALENA, article 1210.3.

²⁰ L'annexe 1210.5 contient des dispositions relatives à l'élaboration de normes professionnelles pour les services professionnels. Plus précisément, les parties à l'Accord "encourageront les organismes compétents sur leurs territoires respectifs à élaborer des normes et des critères mutuellement acceptables relativement à l'autorisation d'exercer et à la reconnaissance professionnelle des fournisseurs de services professionnels, et à présenter à la Commission [du libre-échange] des recommandations visant la reconnaissance mutuelle". La Commission du libre-échange examinera la recommandation pertinente et, sur la foi de cet examen, chacune des parties encouragera s'il y a lieu ses autorités compétentes à appliquer cette recommandation dans un délai mutuellement convenu.

²¹ Reconnaissance mutuelle des ingénieurs agréés et autorisés à exercer par les autorités compétentes du Canada, des États-Unis d'Amérique et des États-Unis du Mexique en vue de faciliter la mobilité conformément à l'ALENA. Cet accord a fait l'objet d'une communication informelle du Canada au Groupe de travail des services professionnels datée du 13 mars 1996.

²² La région de l'Amérique latine et des Caraïbes a été très active à cet égard.

les associations d'architectes des provinces canadiennes). L'Accord est mis en œuvre par les États et provinces qui le ratifient, c'est-à-dire, en fait, dans la majorité de ces États et provinces. L'Union internationale des architectes (UIA) élabore actuellement la deuxième version de l'Accord sur les normes internationales recommandées de professionnalisme dans l'exercice de l'emploi qui doit être soumis pour adoption à ses membres en 1999.²³ Cet accord énonce des principes directeurs concernant 1) l'agrément, 2) l'expérience pratique/la formation/les stages en entreprise, 3) les examens pratiques (démonstration de la compétence professionnelle), 4) l'inscription/l'autorisation d'exercer/la reconnaissance professionnelle, 5) la déontologie et la conduite, et 6) l'éducation permanente.²⁴

28. Dans le domaine de l'ingénierie, l'Accord de Washington a été signé en 1989 par les organismes professionnels de six pays (Australie, Canada, États-Unis, Irlande, Nouvelle-Zélande et Royaume-Uni). Depuis lors, deux nouvelles adhésions ont été enregistrées (Hong Kong, Chine et Afrique du Sud). Les signataires de l'Accord reconnaissent que les études permettant d'obtenir le premier diplôme professionnel ou d'acquérir une éducation de base en ingénierie ("Accredited Engineering Degree") sont sensiblement équivalentes ou comparables. L'Accord ne prévoit cependant pas la reconnaissance mutuelle des titres professionnels tels que "Professional Engineer" ou "Chartered Engineer".²⁵ En Europe, la Fédération européenne d'associations nationales d'ingénieurs (FEANI) a créé le titre d'EurIng et a défini une méthode d'évaluation individuelle des qualifications et de l'expérience pratique des ingénieurs, prévoyant au minimum sept ans de qualification, de formation et d'expérience (dont deux ans d'expérience). Cette progression de l'autre réglementation pourrait accélérer la reconnaissance internationale des qualifications et des compétences pratiques.

29. L'APEC a entrepris d'établir un répertoire des prescriptions relatives à la fourniture des services professionnels, en accordant la priorité à la comptabilité, l'ingénierie et l'architecture.²⁶ Un grand nombre d'accords bilatéraux sur la reconnaissance des normes régissant l'exercice de la profession d'ingénieur ont aussi été conclus dans la région.²⁷

V. NÉGOCIATIONS SUR LES SERVICES D'ARCHITECTURE ET LES SERVICES D'INGÉNIERIE ET ENGAGEMENTS EXISTANTS AU TITRE DE L'AGCS²⁸

30. Au cours des négociations commerciales du Cycle d'Uruguay, il a été créé un groupe de travail des services professionnels chargé d'examiner l'applicabilité aux services professionnels des concepts de base élaborés pour l'Accord général sur le commerce des services. Ce groupe de travail a tenu deux réunions en août et en novembre 1990.²⁹ Pour aider les Membres dans leurs délibérations, le Secrétariat avait établi une liste exemplative des services professionnels agréés et non agréés.³⁰ La

²³ La première version de ce document a été adoptée par l'Assemblée générale de l'UIA en 1996.

²⁴ Voir document S/C/N/52.

²⁵ Voir document S/C/N/53.

²⁶ Rapport du Président, 21 février 1998, cinquième réunion du Groupe des services de l'APEC.

²⁷ Voir T. Connor, *Engineering Services*, dans OCDE, *op.cit.*, 1996.

²⁸ L'inventaire ci-après des engagements existants au titre de l'AGCS est fondé sur les renseignements fournis par la base de données électronique actuellement en cours d'élaboration au Secrétariat et doit être considéré comme préliminaire. Il n'y est pas fait mention des engagements au titre de l'Accord sur les marchés publics (AMP) mais la plupart des signataires de cet accord ont pris des engagements concernant les services en matière d'architecture, ingénierie et autres techniques relevant de la position 867 de la CPC.

²⁹ Il est rendu compte de ces réunions dans les documents MTN.GNS/PROF/1 et /2.

³⁰ Distribuée sous la cote MTN.GNS/PROF/W/1.

liste devait permettre aux délégations d'avoir une idée plus précise des services professionnels pour lesquels une libéralisation pourrait s'effectuer par reconnaissance mutuelle et des services non agréés pour lesquels une libéralisation pourrait intervenir sans reconnaissance des qualifications. Il a été aussi souligné que les délégations devaient examiner le problème de la mobilité de la main-d'œuvre dans les accords sur les services professionnels et étudier la manière dont la reconnaissance des qualifications pourrait faciliter les mouvements transfrontières de personnel. Il a de plus été relevé qu'il fallait prendre en compte les différences existant entre les pays quant à la portée de l'exercice des professions. Il a été convenu que, sous réserve de la clarification et/ou de l'affinement de dispositions particulières du cadre relatives à l'harmonisation et à la reconnaissance mutuelle, des réglementations, normes ou qualifications ne semblaient pas nécessaires en ce qui concerne les services professionnels.³¹

31. À la suite du Cycle d'Uruguay et des accessions enregistrées ultérieurement, 70 Membres de l'OMC³² ont souscrit des engagements dans un au moins des quatre sous-secteurs visés par la présente note. C'est pour l'ingénierie qu'il a été pris le plus grand nombre d'engagements (69 Membres). Viennent ensuite l'architecture (61 Membres) puis les deux autres sous-secteurs, les services intégrés d'ingénierie et les services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère (43-44 Membres).

32. S'agissant des niveaux d'engagements, on peut distinguer entre les engagements sans limitation (pas de limitation, autrement dit libéralisation totale), les engagements partiels (assortis de certaines limitations) et l'absence d'engagement (non-consolidation).³³ Pour ce qui est de l'accès aux marchés, les engagements sans limitation ont représenté 48 à 66 pour cent de l'ensemble des engagements relatifs à la fourniture de services grâce à la présence commerciale (mode de fourniture 3) (tableau 4). La proportion diminue sensiblement et tombe à 24-31 pour cent lorsque les engagements horizontaux sont pris en considération. En ce qui concerne la fourniture de services grâce à la présence de personnes physiques (mode de fourniture 4), qui joue un rôle important, aucun Membre n'a pris d'engagement sans limitation si l'on tient compte des mesures horizontales. La comparaison avec les autres sous-secteurs est cependant à l'avantage des services d'architecture et d'ingénierie qui ont fait l'objet d'engagements relativement libéraux par rapport aux services juridiques ou comptables.³⁴

33. Pour ce qui est du genre de mesure appliqué, les limitations concernant l'accès aux marchés le plus couramment constatées portent sur le type d'entité juridique habilitée à assurer la présence commerciale des fournisseurs de services (mode de fourniture 3). Viennent ensuite les limitations concernant la participation de capital étranger (tableau 5a). Les restrictions concernant le nombre de

³¹ Voir MTN.GNS/W/110.

³² Les 15 États membres de l'Union européenne sont comptés séparément dans ce total. Aruba et les Antilles néerlandaises ont des listes distinctes, mais ne sont pas comptés séparément.

³³ Cette subdivision en grandes catégories est forcément schématique et vise seulement à permettre d'évaluer en gros les niveaux d'engagements contractés par les pays. Dans la réalité, un engagement "partiel" peut être extrêmement proche d'un engagement sans limitation si la limitation est théorique; au contraire, il n'est pas éloigné de l'absence d'engagement si les limitations sont très vastes et restrictives.

³⁴ La part des engagements sans limitation relatifs à l'accès aux marchés (compte tenu des mesures horizontales) pour le mode de fourniture 3 (présence commerciale) a atteint le chiffre le plus élevé dans les services intégrés d'ingénierie et les services vétérinaires (31 pour cent), suivis par les services d'architecture, les services d'ingénierie et les services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère (24 pour cent). Dans les services juridiques et les services comptables, les chiffres correspondants ont été de 4 et 9 pour cent respectivement.

personnes physiques qui peuvent être employées sont aussi fréquentes (mode de fourniture 4). Quant aux limitations du traitement national, elles ont trait principalement aux licences, aux normes et aux qualifications pour tous les modes de fourniture. Les prescriptions en matière de nationalité et de résidence sont aussi très nombreuses (tableau 5b), la résidence venant en tête.³⁵

34. Un petit nombre seulement d'exemptions de l'obligation NPF visent spécifiquement les services d'architecture et les services d'ingénierie outre celles qui sont applicables aux services professionnels comprenant ces sous-secteurs, mais plusieurs Membres accordent la réciprocité en autorisant les architectes et ingénieurs étrangers à exercer dans leurs pays.³⁶

35. Des engagements additionnels ont été pris par la République de Corée et la Malaisie en matière de services d'architecture et de services d'ingénierie. Ils portent sur des procédures d'examen simplifiées pour les architectes étrangers (Corée) et un examen en anglais pour les architectes et les ingénieurs (Malaisie). Un engagement ultérieur permettra aux architectes nationaux et aux architectes étrangers de passer conjointement des marchés (Corée).

VI. SOURCES D'INFORMATION

36. Les renseignements sur les sous-secteurs considérés émanent principalement des associations professionnelles, y compris l'UIA susmentionnée, le Conseil des architectes d'Europe (CAE) et la Fédération de l'industrie européenne de la construction (FIEC).³⁷ Outre les associations nationales existant dans les pays Membres, plusieurs associations professionnelles régionales et fédérales représentées au sein de la commission chargée de l'exercice de la profession de l'UIA semblent être aussi d'importantes sources d'information, tels l'Union africaine des architectes, le Conseil des architectes d'Europe, le Conseil régional des architectes d'Asie, la Fédération panaméricaine des associations d'architectes et l'Architectural Registration Boards des États-Unis.³⁸ Comme pour les services de construction, on se référera utilement au guide des sources d'information publié sous le titre "Information Sources in Architecture and Construction".³⁹ Le chapitre 2 de cet ouvrage indique les associations, organisations et bibliothèques susceptibles de communiquer des renseignements dans les domaines de l'architecture et de la construction.

37. Comme cela est mentionné plus haut, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'est activement occupée, dans le cadre de son Atelier sur les services professionnels, de la question du commerce international des services professionnels, y compris l'architecture et l'ingénierie.

³⁵ Il convient de noter qu'une telle évaluation n'est pas toujours dépourvue d'ambiguïté, car une mesure donnée peut avoir des effets restrictifs à plusieurs égards ou n'être pas facile à classer parce qu'elle se prête à plusieurs interprétations ou laisse une importante marge de manoeuvre.

³⁶ Certains pays accordent un traitement préférentiel aux ressortissants ou aux entreprises d'autres pays auxquels ils sont traditionnellement liés.

³⁷ L'UIA et la FIEC ont proposé au Conseil de lui prêter leur concours pour ses travaux.

³⁸ Des associations professionnelles propres à certaines branches d'activité sont aussi membres d'associations d'industries des services ou de groupes de services professionnels. On citera comme exemple la Coalition of Service Industries des États-Unis au sein de laquelle il existe un groupe de travail des services professionnels formé de représentants de différentes professions et dont font partie l'American Institute of Architects et l'American Consulting Engineers Council. Ce groupe de travail a élaboré en 1996 un ensemble de principes pour la reconnaissance mutuelle des qualifications dans les services professionnels.

³⁹ Valerie J. Nurcombe, dir. publ., publié par Bowker Saur, 1996, deuxième édition.

TABLEAUX

Tableau 1: Commerce international des services d'architecture et des services d'ingénierie

	1994		1995		1996	
	Recettes	Paielements	Recettes	Paielements	Recettes	Paielements
États Unis (en millions de dollars EU)						
Services de construction, services d'ingénierie, services d'architecture et services fournis au secteur minier	2 474	280	2 848	339	2 990	489
Canada (en millions de dollars)						
Services d'architecture et services d'ingénierie	1 087	292	1 512	363	1 553	419
Services de construction	87	288	80	269	61	79
Union européenne (Échanges extracommunautaires) (en millions d'écus)						
Services en matière d'architecture, ingénierie et autres techniques	7 357	3 790	8 154	4 356	--	--
Services de construction	9 341	5 025	9 802	5 886	--	--

Sources: Département du commerce des États-Unis, Survey of Current Business, octobre 1997; Statistique Canada, Commerce international des services du Canada, 1996; Eurostat, Échanges internationaux de services, UE, 1986-1995.

Tableau 2a: Ventes des filiales étrangères de sociétés américaines à des personnes étrangères
(1994-1995)
(en millions de dollars EU)

	1994	1995
Services d'ingénierie, services d'architecture et services de prospection*	4 807	5 619
Services de construction	247	236

*Total pour les filiales établies en Europe et en Australie, en raison de la suppression des autres données.

Source: Département du commerce des États-Unis, Survey of Current Business, octobre 1997.

Tableau 2b: Ventes des filiales américaines de sociétés étrangères à des personnes américaines
(1994-1995)
(en millions de dollars EU)

	1994	1995
Services d'ingénierie, services d'architecture et services de prospection	2 883	3 018
Services de construction	955	998

Source: Département du commerce des États-Unis, Survey of Current Business, octobre 1997.

Tableau 3: Recettes des 200 premiers bureaux d'études internationaux en 1996, par marché régional
(en millions de dollars)

Région	1996	1995	1994
Afrique	1 168,7	907,2	1 177,9
Asie	4 507,1	3 527,7	3 326,8
Canada	384,2	254,5	267,6
Europe	4 414,0	3 419,5	3 170,5
Amérique latine	1 099,8	826,0	872,8
Moyen-Orient	1 292,7	1 045,0	1 019,7
États-Unis	1 570,8	1 005,6	1 322,3
Total	14 458,1 (+32)	10 985,5 (-2%)	11 157,6

Note: Les chiffres entre parenthèses indiquent les taux de croissance annuels en points de pourcentage.

Source: Engineering News - Record, The 1997 International Construction Sourcebook et <http://www.enr.com>

Tableau 4: Engagements pris par les Membres concernant les services d'architecture et les services d'ingénierie
(Pourcentages d'engagements sans limitation, d'engagements partiels et d'absence d'engagement par sous-secteur et par mode de fourniture)

Accès aux marchés (Nombre de Membres ayant pris des engagements)	Fourniture de services transfrontières			Consommation à l'étranger			Présence commerciale			Présence de personnes physiques		
	ESL	EP	AE	ESL	EP	AE	ESL	EP	AE	ESL	EP	AE
Services d'architecture (61)	60	18	22	76	12	12	48	48	4	6	86	8
	<i>52</i>	<i>26</i>	<i>22</i>	<i>68</i>	<i>20</i>	<i>12</i>	<i>24</i>	<i>72</i>	<i>4</i>	<i>0</i>	<i>92</i>	<i>8</i>
Services d'ingénierie (69)	57	21	22	64	19	17	52	45	3	5	90	5
	<i>50</i>	<i>28</i>	<i>22</i>	<i>55</i>	<i>28</i>	<i>17</i>	<i>24</i>	<i>72</i>	<i>3</i>	<i>0</i>	<i>95</i>	<i>5</i>
Services intégrés d'ingénierie (43)	72	9	19	78	9	13	66	25	9	6	88	6
	<i>59</i>	<i>22</i>	<i>19</i>	<i>66</i>	<i>22</i>	<i>13</i>	<i>31</i>	<i>59</i>	<i>9</i>	<i>0</i>	<i>94</i>	<i>6</i>
Services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère (44)	55	27	18	61	27	12	45	52	3	3	94	3
	<i>45</i>	<i>36</i>	<i>18</i>	<i>52</i>	<i>36</i>	<i>12</i>	<i>24</i>	<i>73</i>	<i>3</i>	<i>0</i>	<i>97</i>	<i>3</i>

Notes:

- ESL: Engagement sans limitation (indiqué par la mention "néant" dans la colonne "accès aux marchés" de la liste)

EP: Engagement partiel (limitations indiquées dans la colonne "accès aux marchés" de la liste)

AE: Absence d'engagement (indiquée par la mention "non-consolidation" dans la colonne "accès aux marchés" de la liste)
- Les chiffres en *italique* indiquent les pourcentages compte tenu des engagements horizontaux applicables à tous les secteurs dans la liste.

Tableau 5a: Analyse des différents types de mesure (nombre de mesures limitant l'accès aux marchés dans les services d'architecture et les services d'ingénierie)

Type de limitation:	Mode de fourniture			
	1	2	3	4
Nombre de fournisseurs	-	-	-	-
Valeur des transactions ou des actifs	-	-	1	-
Nombre d'opérations	-	-	-	-
Nombre de personnes physiques	4	2	-	11
Type d'entité juridique	4	2	29	2
Participation de capital étranger	-	-	8	-
Autres mesures n.c.a.	12	9	47	29

Tableau 5b: Analyse des différents types de mesure (nombre de mesures limitant le traitement national dans les services d'architecture et les services d'ingénierie)

Type de limitation:	Mode de fourniture			
	1	2	3	4
Mesures fiscales, subventions, aides et autres mesures financières	-	-	1	-
Prescriptions concernant la nationalité et la résidence	18	10	27	22
Licences, normes, qualifications	18	12	29	32
Prescriptions concernant l'inscription	7	6	14	10
Prescriptions concernant l'autorisation d'exercer	6	-	1	-
Prescriptions de résultat	-	3	3	3
Prescriptions concernant le transfert de technologie	-	1	1	-
Autres mesures n.c.a.	11	15	15	13

Note: Les chiffres correspondant à la rubrique "Autres mesures n.c.a." sont très élevés car un grand nombre d'entrées figurant dans les listes n'ont pu être classées dans aucune des catégories de limitation, soit qu'elles n'aient pas été décrites avec assez de précision, soit qu'elles ne relèvent d'aucune de ces catégories.

ANNEXE

Questions à examiner

1. Description du secteur
 - La classification existante des services d'architecture et des services d'ingénierie est-elle appropriée?
 - Pour les services d'ingénierie, est-il nécessaire de préciser la distinction entre les services d'ingénierie pour la construction et les autres services d'ingénierie?
 - De quelle catégorie les services fournis par les géomètres, les topographes et les économistes spécialisés dans la construction ou des professions analogues relèvent-ils?
2. Importance et principales caractéristiques du secteur sur le plan économique
 - Y a-t-il d'autres ou de meilleures sources d'information concernant le commerce international des services d'architecture et des services d'ingénierie et la taille et l'importance des professions d'architecte et d'ingénieur dans les économies nationales?
 - Existe-t-il des données sur la configuration de la branche d'activité, par exemple sur la taille moyenne et les recettes des entreprises commerciales dans ces sous-secteurs?
 - Quelle est l'importance des mouvements des professionnels fournissant ces services?
 - Est-on fondé à estimer que le mode 3 et le mode 4 continueront à représenter le gros de la fourniture de ces services au cours des années à venir?
 - Étant donné le fort coefficient de main-d'œuvre qualifiée que comporte la fourniture de ces services, les pays en développement pourraient-ils avoir un avantage comparatif en la matière, à l'heure actuelle ou ultérieurement?
3. Cadre réglementaire et restrictions au commerce pertinentes
 - Quelles sont les mesures pouvant avoir des effets restrictifs sur le commerce des services d'architecture et des services d'ingénierie?
 - Quels sont les objectifs déclarés de ces mesures? Quelles réformes ont été entreprises dernièrement dans les pays Membres concernant ces mesures?
 - Quel rôle jouent les associations ou autres organismes professionnels pour ces sous-secteurs? Ont-ils une fonction d'autoréglementation? Si oui, en quoi cette fonction consiste-t-elle? Peut-il y avoir conflit d'intérêts entre la fonction d'autoréglementation de ces entités et leur fonction de représentation?
 - Y a-t-il des aspects de la politique de la concurrence qui présentent un intérêt pour ces sous-secteurs?
 - Y a-t-il d'autres questions comme la transparence, les marchés publics ou les subventions dont il y a lieu de tenir compte pour le commerce de ces services?

4. Reconnaissance mutuelle

- Existe-t-il d'autres renseignements sur les accords ou arrangements de reconnaissance mutuelle dans les services d'architecture et/ou les services d'ingénierie ou dans les services professionnels comprenant l'architecture et/ou l'ingénierie?
- La reconnaissance mutuelle est-elle plus courante dans le cadre de l'intégration économique régionale ou dans celui d'accords ou d'arrangements particuliers? Quelle est la pratique qui devient la plus fréquente, la conclusion d'accords entre les gouvernements ou la conclusion d'accords entre les organismes non gouvernementaux comme les associations professionnelles?

5. Négociations sur les services d'architecture et les services d'ingénierie et engagements existants au titre de l'AGCS.

- Quels étaient les principaux intérêts des négociateurs au cours du Cycle d'Uruguay concernant ces sous-secteurs?
- Quels sont les principaux aspects de la réglementation nationale relatifs à ces sous-secteurs des services professionnels?
- Quelles sont les mesures qui limitent l'accès aux marchés ou le traitement national dans les listes des Membres? À quels modes de fourniture ces mesures s'appliquent-elles?
- Y a-t-il d'autres mesures qui pourraient avoir des effets restrictifs sur le commerce?

6. Sources d'information

- De quelles autres sources d'information utiles dispose-t-on, en particulier pour les pays non membres de l'OCDE?
-